

LIBAN INFO

Avril 2016

ECONOMIE

L'économie en 2015

L'économie locale a continué en 2015 de manifester des faiblesses grandissantes dans le contexte de répercussions considérables de la situation régionale et de tiraillements politiques locaux croissants. Ces derniers se sont intensifiés dans le contexte d'une quasi-paralysie des institutions constitutionnelles du pays. A cela se sont également ajoutées des manifestations qui ont aggravé les tensions sociales et la situation économique.

Les performances des différents secteurs de l'économie libanaise reflètent l'atonie qui a caractérisé l'année 2015. En effet, l'économie réelle est touchée depuis plusieurs années par l'affaiblissement des sociétés et institutions libanaises suite à des pressions persistantes.

Presque tous les secteurs économiques ont connu une croissance plus lente en 2015 qu'en 2014, certains ont enregistré une contraction en termes réels. L'année

2015 a été la plus mauvaise année depuis près de dix ans avec une croissance faible de 1% du PIB réel. Cette performance a souligné les faiblesses grandissantes du secteur réel dans le contexte d'une contraction significative des flux financiers à l'entrée générant un déficit record de la balance des paiements, d'une réduction totale des réserves nettes de la BDL et par conséquent d'une croissance lente des dépôts et crédits du système bancaire.

Prévisions 2016

Les prévisions pour 2016, avancent que l'économie libanaise maintiendra sa performance faible et que son secteur réel continuera sur sa lenteur. Même si des efforts ont été réalisés pour un règlement politique local et régional, ils resteraient probablement insuffisants pour apporter des résultats rapides vu la complexité de la situation et la multitude de variables.

D'après les dernières projections, la croissance du PIB réel devrait atteindre 2% en 2016 et l'inflation moyenne se chiffrer à 2,3%. Ce qui entraînerait une

augmentation du PIB à 56 milliards USD et du PIB par habitant à 11.000 USD.

COMMERCE EXTERIEUR

Performance du commerce extérieur en 2015

La performance du secteur extérieur libanais en 2015 fut à l'image de la croissance économique atone. Les importations ont baissé de 11,8% et les exportations de 10,9%. La balance commerciale a accusé un déficit de 12%. Celui-ci est passé de 17,2 milliards USD en 2014 à 15,1 milliards USD en 2015, soit 27% du PIB (ce qui constitue un niveau bas record) contre 34% du PIB en 2014.

En 2015, le volume du commerce extérieur a baissé. La valeur totale des exportations et des importations a régressé de 11,7%, passant de 23,8 milliards USD en 2014 à 21 milliards USD durant cette période. Le ratio de couverture des importations par les exportations a de ce fait atteint 16,3% en 2015, soit l'un de ses niveaux les plus bas au cours des dix dernières années.

Les importations se sont chiffrées à 18,1 milliards USD en 2015, contre 20,5 milliards USD en 2014, dans le contexte d'une forte chute des prix des produits pétroliers affectant la valeur totale des importations de produits pétroliers et de l'appréciation du dollar américain par rapport aux devises (euro) des principaux partenaires commerciaux du Liban.

La répartition des importations indique que la diminution la plus significative est celle relative aux importations de produits minéraux (-29,6%), suivis des métaux et

produits métalliques (-22,7%), des produits de papeterie (-15,8%), de la joaillerie (-15,8%), et de bétail et produits d'origine animale (-13,5%). La catégorie qui a connu une hausse est celle des véhicules de transport (+16,6%).

La distribution des importations par pays démontre que celles originaires de Chine (source principale des importations avec 11,5% du total) ont diminué de 16,5%. Celles venant d'Italie, deuxième source la plus importante avec 7,1% du total, ont régressé de 22%, suivies de l'Allemagne (6,8% du total), de la France (6,0%) et des États-Unis (5,7%).

Adhésion OMC

Des représentants de l'OMC se sont rendus au Liban afin d'examiner les conditions de relance de la candidature libanaise à l'OMC et des négociations entamées en 1999. Le Liban souhaite bénéficier des avantages de l'accord, mais écartera les dispositions qui sont en sa défaveur.

Le dossier d'accession à l'OMC comporte sept volets, allant du régime commercial à celui des investissements. Après plus de six ans d'arrêt, il y a tout un travail d'actualisation à effectuer et le Liban devra procéder à plusieurs réformes législatives libéralisant davantage son économie. Il devra signer un certain nombre d'accords internationaux liés à la propriété intellectuelle, comme par exemple la convention de Stockholm de 1967. Le Parlement doit aussi voter des textes, parfois déjà adoptés en Conseil des ministres, comme la loi sur la concurrence déloyale qui supprimera les situations monopoles et les contrats d'exclusivité.

L'adhésion du Liban à la globalisation passera également par une restructuration

de son économie. Des secteurs à faible compétitivité comme l'industrie et l'agriculture pourraient faire place à d'autres comme les nouvelles technologies, les banques, ou la médecine, qui ont encore un fort potentiel. Les exportations libanaises se verront ainsi ouvrir de nouveaux marchés.

D'après l'OMC et malgré les divergences et les expériences passées, les obstacles techniques pour l'adhésion du Liban sont facilement surmontables car les barrières tarifaires et non tarifaires du pays sont relativement faibles et ajustables. En cas d'accord politique, l'adhésion devrait se concrétiser endéans les 12 mois.

CONSOMMATION

Les centres commerciaux restent en vogue

Le Liban compte aujourd'hui 13 centres commerciaux, dont les chaînes ABC, Le Mall, Citymall, City Center Beirut, Beirut Souks et Dunes et offrent plus de 350.000 m² de surface commerciale. Ces centres constituent le pilier de l'activité commerciale de détail, et donc de la consommation en général. Malgré le ralentissement économique, les projets continuent de se multiplier.

Ces centres commerciaux possèdent des espaces consacrés à la restauration, à la remise en forme, d'autres culturels, éducatifs, des aires de jeux pour les enfants et des salles de cinéma, etc. Les centres commerciaux sont aussi devenus un important facteur de croissance et de création d'emplois pour les jeunes et d'emplois saisonniers pour les étudiants.

Dix nouveaux centres commerciaux, d'une superficie de 605.000 m², sont planifiés au cours des trois prochaines années à Beyrouth, Saida, Tyr, la Bekaa, Byblos et Jounieh.

Centre Aïshti

Aïshti, le propriétaire d'une chaîne de magasins de vêtements haut de gamme, a récemment inauguré sa fondation. Il s'agit d'un projet de 100 millions USD composé d'une galerie de 4.500 m² d'œuvres d'art contemporain. Il dispose également de 18.000 m² carrés d'espaces commerciaux et de loisirs, y compris 80 magasins, restaurants, une salle de fitness et une piscine. La superficie brute totale du bâtiment est de 35.000 m².

BANQUES

Activité du secteur

Le secteur bancaire libanais a connu une croissance modeste d'activité en 2015, dans le contexte d'un ralentissement économique du pays affecté par une crise politique persistante et des conflits régionaux étendus.

L'activité du secteur bancaire, qui est mesurée par l'actif total des banques opérant au Liban, est en hausse de 5,9% en 2015 soit 186 milliards USD en décembre 2015. Cette croissance modeste marque un ralentissement modéré comparée à la croissance de 6,6% en 2014.

En ce qui concerne les dépôts bancaires, qui assurent en grande partie le financement du secteur et qui représentent 81,5% du total, ils sont en hausse modeste de 0,5% en 2015. Cette

croissance de 7,2 milliards USD est inférieure de 13% à celle de 2014 et de 26% à la croissance moyenne ces cinq dernières années. Elle reste cependant suffisante pour couvrir les besoins de financement des secteurs privé et public de l'économie.

Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI)

Le GAFI, créé en 1989, regroupe 199 pays membres et élabore une série de recommandations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Le GAFI avait répertorié 22 pays dont le Liban sur sa « liste grise » des pays à surveiller. Seuls quinze pays font actuellement l'objet d'une surveillance.

Le Liban ne figure plus sur cette liste grâce à l'adoption, en novembre 2015, de plusieurs lois visant à renforcer le cadre légal de la lutte contre le blanchiment d'argent. En effet, les députés libanais se sont réunis en sessions extraordinaires pour voter les textes nécessaires à la mise en conformité du pays avec les normes internationales. Le premier texte voté introduit l'obligation de déclarer aux douanes toute somme supérieure ou égale à 15.000 USD transportée en numéraire lors du passage des frontières libanaises. Le deuxième autorise un pays tiers à demander à la Commission spéciale d'investigation (CSI) de lever le secret bancaire en cas de soupçons d'évasion fiscale. De plus, les députés ont amendé la loi de 2001 et ont défini le blanchiment d'argent comme un crime en soi. Ceci permettra de lever le secret professionnel pour les cas de financement des organisations terroristes, de corruption et de trafic d'influence, etc.

Rapport de l'agence Fitch

L'agence de notation « Fitch » affirme que les paramètres financiers des banques libanaises resteront solides en 2016 en dépit de la conjoncture difficile. D'après Fitch, la rentabilité des banques restera « acceptable » cette année et la qualité des portefeuilles de prêt demeurera résiliente en 2016, générant de faibles provisions sur les créances douteuses.

Par ailleurs, l'agence s'inquiète en ce qui concerne l'exposition des banques à la dette souveraine, qui représente 60% des actifs consolidés des banques.

CONSTRUCTION – IMMOBILIER

Activité du secteur

Le secteur immobilier libanais a connu un ralentissement d'activité en 2015, comme le montrent tous les indicateurs sectoriels. Ceci va de pair avec la situation politique instable et les prix de l'immobilier relativement élevés.

En parallèle, l'offre immobilière a également connu un ralentissement. Le nombre total de ventes immobilières a atteint 63.386 unités en 2015, en baisse de 10,5% par rapport à 2014, tout comme la valeur des ventes immobilières qui a diminué de 10,6%.

Quant aux livraisons de ciment, indicateur de l'activité de construction, elles ont régressé de 8,6% l'année passée. Les livraisons de ciment ont ainsi atteint 5,04 millions de tonnes en 2015, contre 5,5 millions de tonnes en 2014. Selon les statistiques de l'Ordre des Ingénieurs de Beyrouth et de Tripoli, les nouveaux permis de construire sont également en

diminution (-8,9%).

Le marché résidentiel, qui englobe généralement la plus grande part de l'activité immobilière au Liban, reflète le plus, le ralentissement du marché. Au niveau de l'immobilier commercial, le marché de magasins demeure vulnérable au ralentissement économique et aux conditions politico-sécuritaires. Le marché commercial de bureaux maintient une performance terne pour des raisons similaires. Les prix de l'immobilier sont cependant demeurés inélastiques.

INFRASTRUCTURES

Projets eau

Le Conseil de développement et de reconstruction (CDR) et la Banque islamique de développement (BID), institution financière regroupant 56 pays dont le Liban, ont récemment signé cinq nouveaux accords de financement de projets d'infrastructures au Liban d'une valeur de 372,67 millions USD.

Le premier projet, d'un montant de 128 millions USD, consiste en la construction d'un barrage, d'une centrale hydro-électrique et d'un centre de traitement des eaux afin d'augmenter la quantité d'eau desservant les régions du Grand-Beyrouth et du Mont-Liban. Le deuxième projet, d'une valeur de 87,5 millions USD, va permettre une meilleure gestion des eaux usées dans le bassin de Ghadir. Le troisième, qui coûtera 61 millions USD, a pour but l'alimentation de la région de Jabal Amel en eau potable. Le quatrième financera à hauteur de 26,7 millions USD le reste des travaux de construction de la route reliant le Sud à Beyrouth. Le dernier projet concerne la construction d'un

prolongement de l'autoroute du Nord vers la zone est de Tripoli (69,5 millions USD).

Projets routiers dans le Sud et Jbeil

Le Conseil des ministres vient d'approuver deux projets routiers financés par des prêts de la Banque islamique de développement (BID), pour une valeur combinée de 50 millions USD.

Le premier projet, d'une valeur de 30 millions USD, concerne l'achèvement de l'autoroute du sud côtier. Le deuxième, qui consiste dans le développement de la route entre Bir al Hait et Qartaba, sera financé par un prêt de 21 millions USD de la BID.

ENERGIE

Centrales de Zahrani et Deir Ammar

La société américaine « Primesouth », spécialisée dans la gestion d'infrastructures énergétiques, a remporté l'appel d'offre pour la gestion et la maintenance des centrales de Zahrani (Liban sud) et de Deir Ammar (Liban nord). L'offre de « Primesouth » est de 339 millions USD sur 5 ans.

Augmentation de capacité

La banque libanaise Audi vient d'accorder au Liban un prêt de 65 millions USD pour accroître à 490 MW la capacité de trois des stations de relais électriques nationales.

Selon le contrat, le prêt sera utilisé pour financer les travaux dans les stations de relais électriques desservant Achrafieh, la banlieue sud de Beyrouth et Tripoli. Il s'agit de projets très importants qui

permettront à différentes régions de bénéficier de la production d'électricité.

La production totale de l'électricité au Liban se situe entre seulement 1.400 à 1.600 MW. Les experts estiment cependant que le pays a besoin de 2.400 MW d'électricité pour cesser le rationnement chronique et donner l'électricité 24 heures sur 24. En effet, l'Electricité du Liban (EDL), propriété de l'Etat, applique des coupures d'électricité importantes dans la plupart des régions du Liban en raison de la capacité de production limitée de ses vieilles centrales électriques.

Un plan quinquennal pour construire plus de centrales afin de produire 4.000 MW a cependant été présenté il y a quelques années mais n'a jamais été matérialisé en raison des différences marquées entre les ministères des Finances et de l'énergie sur le coût de la construction de ces centrales électriques.

Projet nouvelle centrale à Jiyeh

La sous-commission parlementaire des Travaux publics, des Transports, de l'Énergie et de l'Eau doit se réunir pour le projet de construction d'une nouvelle centrale à Jiyeh afin d'en examiner les aspects économiques, techniques et financiers. Ce projet permettra d'augmenter la capacité de 450 MW pour un coût de 400 millions USD.

La centrale thermique de Jiyeh, qui date de 1970, est dotée d'une capacité maximale de 346 MW mais ne peut déployer plus de 180 MW en raison de sa vétusté. Le navire-centrale de la société turque Karadeniz, situé sur le site de celle-ci, alimente le réseau d'EDL de 200 MW environ. La réhabilitation de cette centrale aurait dû être exécutée

conformément au plan quinquennal. L'État avait signé, fin 2012, un contrat de 348 millions USD avec la compagnie danoise « BWSC » et la société allemande « Man Diesel and Turbo » afin de doter les deux sites de générateurs diesel auxiliaires pour accroître la capacité totale du réseau de plus de 272 MW. Mais les travaux ont été suspendus suite à un conflit entre le ministère de l'Énergie et celui des Finances, qui a entraîné plusieurs mois de retard dans les paiements. Le coût de la réhabilitation de l'ancienne centrale s'est révélé plus cher que d'en construire une nouvelle.

Nouveau plan quinquennal

Le Liban a été classé à la 115^{ème} place sur 125 pays par le Forum économique mondial en 2015 en matière d'économies d'énergies. Le Centre libanais pour la conservation de l'énergie (LCEC) a donc élaboré un nouveau plan quinquennal appelé « Le National Efficiency Action Plan 2016-2020 » (NEEAP). Il s'agit d'une feuille de route reprenant une trentaine d'initiatives et qui devrait être transmis pour approbation au ministère de l'Énergie, puis au Conseil des ministres. Ces initiatives sont regroupées sur deux axes majeurs : les économies d'énergie au niveau de la production et de la distribution électriques et celles réalisables au niveau de l'utilisateur final. Le coût total de ces mesures se monterait à environ 1,2 milliard USD sur une période cinq ans, permettant une économie d'énergie de 1514,2 gigawatts-heure (GWh), soit 5% de la demande en énergie estimée en 2020.

TRANSPORT

Port de Beyrouth

Le port de Beyrouth a connu des résultats record en 2015 et ce malgré la dégradation continuelle de la situation générale et de l'activité locale. Les chiffres publiés montrent que l'ensemble de ses revenus se sont élevés à 243,9 millions USD en 2015, en hausse de 12,9% par rapport à 216,2 millions USD en 2014.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse qui se veut historique. Cette augmentation est due à une hausse d'environ 5% du nombre total de conteneurs traités, ainsi qu'à celle de 29% des conteneurs destinés à l'exportation. En effet, ceux qui transitaient dans le passé par la voie terrestre se sont, au fur et à mesure, dirigés vers le port de Beyrouth depuis la fermeture du poste syro-jordanien de Nassib.

Le port de Beyrouth a cependant traité un fret global de 8,2 millions de tonnes en 2015, soit une baisse de 0,8% par rapport à 8,3 millions de tonnes l'année précédente. Le fret importé s'est élevé à 7,1 millions de tonnes l'an dernier et a représenté 86,8% du total, tandis que les 1,1 million de tonnes restants, ou 13,2%, se composait de marchandises à l'exportation. Un total de 1.807 navires s'est amarré au port en 2015 par rapport à 1.962 navires en 2014.

Port de Tripoli

Les revenus générés par le port de Tripoli ont atteint 14,1 millions USD en 2015, en augmentation de 25% par rapport à 2014. Le Port a manipulé un poids total de 1,9 millions de tonnes de marchandises l'an dernier, ce qui constitue une

augmentation de 40,5% par rapport à 2014.

Le fret importé s'est élevé à 1,4 million de tonnes et représentait 76,7% du total, tandis que le reste soit 0,4 million de tonnes, ou 23,3%, étaient des marchandises à exporter. Un total de 864 navires était à quai au port de Tripoli en 2015, ce qui constitue une hausse de 50,3% par rapport à 2014.

Activité de l'aéroport International de Beyrouth (AIB)

D'après les statistiques de l'AIB, le nombre de passagers a enregistré en 2015 une hausse annuelle de 9,9%. Le nombre d'appareils a, quant à lui, connu une hausse de 6,6% annuellement. Par contre, le fret total qui est passé par l'aéroport de Beyrouth a baissé de 1,5% annuellement pour la période considérée.

En ce qui concerne le nombre de passagers à l'arrivée, il a augmenté de 9,1% annuellement et le nombre de passagers au départ a aussi été en hausse de 10,7% atteignant respectivement les nombres de 3.516.793 et de 3.688.084 en 2015. Le nombre de passagers en transit a plus que doublé sur une année et a atteint les 35.700 passagers. Durant l'année 2015, un total de 7.240.577 passagers a donc ainsi utilisé l'aéroport de Beyrouth.

Durant le premier trimestre 2016, le nombre de passagers (arrivées, départ et transit) à l'Aéroport de Beyrouth a totalisé 1.523.775 soit une hausse de 10,8% par rapport à la même période considérée en 2015 (qui était de l'ordre de 1.374.825 passagers).

Le nombre des passagers à l'arrivée a augmenté de 11,1% annuellement soit

735.977 passagers, par rapport à une hausse de 11,9% durant le premier trimestre 2016. Le nombre de passagers au départ est en hausse de 10,4% annuellement et s'est élevé à 782.299 durant les trois premiers mois de 2016 par rapport à une augmentation de 7,1% durant cette même période en 2015.

MEA lance une filiale dédiée aux vols privés

La « Middle East Airlines » (MEA) investit dans le créneau des jets privés et lance sa filiale « Cedar Executive ». Cette dernière vient de prendre livraison de son premier jet début janvier 2016. La MEA cible une clientèle d'affaires de plus en plus mobile mais aussi des groupes d'amis intéressés par une destination mal desservie par les avions de ligne.

La MEA avait déjà lancé il y a plus de dix ans une filiale dédiée à l'opération et la maintenance de jets privés pour le compte de tiers. La structure va désormais être intégrée à « Cedar Executive ».

TELECOMS

Téléphonie mobile

Le ministre des Télécoms libanais a, à nouveau, prorogé les contrats de gestion et d'exploitation des réseaux de télécoms « Alfa » (géré par l'égyptien Orascom depuis 2009) et « Touch » (géré par le koweïtien Zain depuis 2004). Il s'agit de la dixième prolongation de ces contrats depuis 2013 et la deuxième depuis l'annulation en décembre 2015 de l'appel d'offres pour une gestion triennale de ces réseaux de téléphonie mobile.

Pour rappel, la direction des adjudications avait annulé l'appel d'offres international lancé en juin 2015 après n'avoir reçu que deux offres émanant de Zain et du français Orange. Orascom, quant à lui, avait considéré peu intéressantes les conditions du cahier des charges.

4G

Le ministère des Télécoms libanais vient de parrainer la signature des contrats entre le réseau Alfa et les sociétés de télécommunications Ericsson et Nokia pour déployer le réseau 4G+ au Liban qui permettra d'augmenter la vitesse de connexion jusqu'à 300 mégabits par seconde (Mb/s).

Cet accord rendra plus rapide l'adaptation du réseau à la 4G+ sur l'ensemble du pays et la mise à jour des 1.300 relais existants au Liban afin d'assurer la couverture du réseau 4G+ sur 99,7 % du territoire. Un protocole d'accord a aussi été signé avec Ericsson et Nokia en vue du déploiement du réseau 5G au Liban à partir de 2018.

Compétitivité

Le cabinet de conseil jordanien « Arab Advisors Group » a attribué au Liban la 17^{ème} place parmi 19 pays arabes en matière de compétitivité sur le marché de la téléphonie mobile. Cette étude mesure l'intensité du niveau de compétition au sein de chacun des marchés arabes de la téléphonie mobile et les compare les uns aux autres.

L'étude considère neuf critères auxquels elle accorde des pondérations différentes en fonction de leur pertinence, à savoir : le nombre d'opérateurs ayant ou prévoyant d'avoir une licence en 2015, le nombre d'opérateurs actifs, la part de marché du

plus grand opérateur, le nombre d'offres prépayées, de smartphones, de 3G/4G, de services pour entreprises, etc.

En 2015, le Liban a obtenu un score de 41,83% contre 40,76% (17^{ème} également) en 2014 ; un score qui reste très inférieur à la moyenne régionale qui est de 59,4%. Le marché libanais est caractérisé par un duopole dont les deux opérateurs possèdent chacun 47% et 53% des parts de marché.

Beirut Digital District – 2^{ème} phase

La phase A du centre technologique de « Beirut Digital District » (BDD), situé à proximité du centre-ville de Beyrouth, a été inauguré en 2012. BDD se compose actuellement de cinq bâtiments d'une surface bâtie de 15.000 m². Il accueille 50 entreprises qui emploient 1.200 personnes actives dans le TIC, le numérique et les secteurs créatifs dans le cadre des deux accélérateurs Berytech et UK-Liban Tech Hub.

ZRE, le promoteur du BDD, prévoit de commencer la phase B du projet en mai 2016 et le terminer en 2019 pour un coût total de construction de 35 millions USD. Ce projet sera composé de 17.500 m² de bureaux avec la technologie des TIC intégrée. BDD mettra l'accent sur la fourniture de services de consultation juridique et aidera les entrepreneurs à créer des sociétés à responsabilité limitée (SAL).

TOURISME

Activité du secteur en 2015

L'amélioration relative de la situation sécuritaire en 2015 a fortement favorisé la

croissance du secteur touristique, particulièrement durant les mois d'été. D'après le ministère du Tourisme, quelque 1,52 million de visiteurs se sont rendus au Liban en 2015 soit une augmentation annuelle de 12,1%. Il s'agit du taux le plus haut depuis 2011 lorsque le Liban avait accueilli 1,65 million de visiteurs.

Les touristes européens représentent 33,3% des visiteurs (en hausse de 12,9%), devançant légèrement les Arabes en 2015 (+4,3%), suivis des Américains (+17,5%).

Activité du secteur début 2016

D'après le ministère du Tourisme, le nombre de touristes a affiché une augmentation annuelle de 9,1% au cours des deux premiers mois de 2016 après une hausse de 20,5% durant la même période l'année précédente. En fait, le nombre de touristes s'est élevé à 91.808 les deux premiers mois de 2016 par rapport à 175.859 touristes affichés pour la période correspondante de 2015.

Taux d'occupation des hôtels

Le taux d'occupation moyen des hôtels de Beyrouth s'est établi à 56% en 2015, soit en hausse de 4 points par rapport à un an plus tôt. Le tarif moyen par chambre d'hôtel à Beyrouth a atteint 175 USD, en augmentation de 1,1% comparé à 2014.

Durant le premier trimestre 2016, ce taux d'occupation a été en moyenne de 40% soit en baisse par rapport à la même période en 2015 durant laquelle il était de 50%.

Projets Touristiques

- Jbeil (Byblos)

La ville de Jbeil ou Byblos (Liban Nord) envisage un projet touristique en deux phases dont le coût est estimé entre 8 et 10 millions USD. La première étape de ce projet consistera en la création d'un couloir environnemental menant à la réserve naturelle de Bentaël (six kilomètres de longueur pour les piétons et les bicyclettes) et la seconde phase verra la construction d'un téléphérique de la ville côtière de Byblos au monastère Mar Charbel à Annaya (1.000 mètres d'altitude). Le projet sera financé par des fonds européens pour la plupart. La société française « POMA GROUP » a été chargée de l'étude du projet.

La construction de l'hôtel « Majestic » à Jbeil vient d'être lancée et devrait ouvrir en 2017. Le projet coûtera 20 millions USD et s'étendra sur une superficie totale bâtie de 20.000 m². L'Établissement disposera de 140 chambres, des piscines, une salle de sport et un spa.

- Dinniyeh

Un projet touristique est en cours dans le Nord-Liban, de la ville de « Sir-Dinniyeh » à celle de « Bqaasifrin ». Ce dernier s'étendra sur 70.000 m² pour un coût total de 36 millions USD. Il inclura un hôtel cinq étoiles, une ligne de télésiège et un centre de ski.

Les travaux seront divisés en trois phases. Le projet est mis en œuvre en partenariat avec l'entreprise touristique, « Téléferique Sir » et la municipalité de Bqaasifrin. Au départ, ce projet s'étendra sur 16.000 m² au Sir-Dinniyeh et se terminera avec une superficie de 53.000 m² à l'arrivée. La piste de ski s'étendra sur

un terrain de plus de 1,1 millions de mètres.

La première phase comprend la construction d'un hôtel de 40 chambres de luxe, un lac artificiel, un restaurant, un centre de télescope, et une cafétéria. La deuxième phase verra la réalisation de télésièges et restaurants, chalets, villas et d'un marché.

La dernière phase sera constituée d'un centre de ski au sommet du mont Makmel (situé entre 2.200 et 2.750 mètres d'altitude) plus élevé que tout autre centre de ski dans le pays.

SANTE

Couverture santé

Le ministère de la Santé publique a lancé le projet de couverture de santé universelle qu'il finance à hauteur de 6 millions USD et également par la Banque mondiale pour 15 millions USD. Environ 150.000 pauvres bénéficieront d'une couverture de soins de santé gratuits.

La mise en œuvre du projet commencera dans les prochains mois et durera trois ans. Les fonds seront transférés dans 75 centres de soins de santé primaires accrédités dans diverses régions. Les centres de soins de santé, en collaboration avec les ONG et les municipalités, fourniront des services accessibles et abordables ainsi que des soins de qualité. Le programme se concentrera sur les villages qui accueillent les réfugiés syriens.

Croissance du secteur médical

« Business Monitor International » (BMI) a maintenu pour le Liban le taux de

croissance annuel cumulé des équipements médicaux à 7,1% sur la période 2014-2019. La croissance serait freinée par l'instabilité politique, la corruption, la stagnation économique et la forte concurrence entre sociétés locales du secteur.

Le marché des appareils médicaux a atteint les 240,3 millions USD en 2014 et devrait s'élever à 339,4 millions USD en 2019. Malgré un taux de croissance annuel cumulé modéré, BMI est convaincu que les moteurs d'un accroissement du marché seraient le flux des réfugiés syriens, les maladies chroniques et une solide régulation.

D'autre part, le marché des appareils médicaux est composé d'un grand nombre de centres médicaux de diagnostic et de laboratoires ainsi que de médecins et de techniciens qualifiés. Le Liban dépend cependant de l'importation dans ce secteur ayant peu de production locale.

Hôpitaux publics

Le ministère de la Santé publique libanais vient de lancer un nouveau plan pour le développement et l'amélioration de la performance des hôpitaux publics. Le plan suggère d'augmenter le nombre de lits d'hôpitaux publics de 1.854 à 2.359. Environ 280 lits ont été ajoutés l'année dernière par rapport à un nombre de 2.700 prévus au cours des prochaines années.

Le plan a également proposé d'augmenter les fonds annuels fournis aux hôpitaux publics d'une moyenne de 7 millions USD pour chaque hôpital à 20 millions USD. Les fonds actuels fournis par le gouvernement sont insuffisants et ne favorisent pas l'acquisition d'équipement. De nouveaux fonds permettront aux

hôpitaux d'investir dans l'équipement des nouveaux services, tels que la radiologie, la dialyse et les salles pour chirurgie à cœur ouvert.

Ouverture de nouveaux hôpitaux

Environ 800 millions USD seront investis dans des nouveaux hôpitaux au Liban. Si la situation de sécurité du pays s'améliore, ces investissements permettront d'améliorer le tourisme médical et d'attirer les patients de toutes les régions.

Les taux d'occupation dans les hôpitaux ont atteint 65%, mais ces taux pourraient être encore plus élevés dans les hôpitaux qui offrent des services de qualité haut de gamme.

Environ 10.700 lits privés et publics sont actuellement disponibles. Quelques 1.900 lits supplémentaires vont entrer sur le marché dans les deux prochaines années et ce, dans diverses régions du Liban :

- Haret Hreik : un nouvel hôpital de 5.000 m², d'une valeur de 75 millions USD, sera construit début 2017 à Beyrouth et sera prêt en 2019. Il comprendra 250 lits et fournira des services médicaux généraux, avec des centres spécialisés.
- Notre Dame University (NDU) : a finalisé les études techniques pour ouvrir un hôpital adjacent à son campus. Les travaux de construction seront lancés cette année et devraient être finalisés d'ici trois ans. L'investissement atteindra 90 millions USD. L'hôpital de 300 chambres sera construit sur un terrain de 100.000 m². Il fournira tous les services médicaux et comprendra des installations telles que les salles d'opération, des centres spécialisés pour le cancer et d'autres maladies, une unité d'urgence, et un

parking. Lors de la construction de l'hôpital, l'université introduire une demande de licence auprès du Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur afin d'établir une faculté de médecine.

- Liban-Nord : le ministère de la Santé publique libanais vient d'ouvrir fin février l'hôpital public Minyeh au Liban Nord. Celui-ci, qui comprend 40 lits, a été créé grâce à une subvention de 6,5 millions USD du Koweït.

ENVIRONNEMENT

Crise des déchets

Le Liban a vécu depuis huit mois une crise des déchets ménagers sans précédent. Le ramassage des ordures a finalement été exécuté suscitant un soulagement au niveau de la population. Les paysages désolants des immondices ont disparu progressivement des rues. Mais au niveau de la santé publique, cette crise a entraîné une pollution microbienne et chimique à tous les niveaux. En effet, non seulement l'air est pollué mais les sources d'eau du pays sont contaminées jusqu'aux nappes phréatiques. L'ensemble de la chaîne alimentaire est menacé de contamination.

Le Conseil des ministres libanais vient d'approuver tout récemment un plan de gestion des déchets pour résoudre cette crise. Ce plan sera réalisé au cours des quatre prochaines années, durant lesquelles un plan durable pour le long terme, devrait être mis en place. Deux sites d'enfouissement et des installations de traitement seront créés à Bourj Hammoud et au Costa Brava, Khalde. La décharge, qui recevait les déchets

jusqu'au début de la crise, sera rouverte pendant deux mois afin de recevoir une partie des déchets accumulés. Le reste sera envoyé à l'installation de traitement de Saida et aux deux sites de traitement et d'enfouissement qui vont être construits. Une installation de traitement et d'enfouissement sera ensuite choisie pour recevoir les déchets solides provenant des régions du Chouf et de Aley.

Les ministères des Finances et de l'Intérieur ainsi que les municipalités auront pour tâche de préparer un projet de loi sur les incitants à donner aux municipalités qui hébergent les sites d'enfouissement de traitement.

Le Conseil pour le développement et la reconstruction a été chargé des appels d'offres de détention pour la région administrative de Beyrouth et du Mont Liban, à l'exclusion de Jbeil, pour le traitement, la collecte et le transport, le tri et le traitement, la mise en décharge, les études et la supervision, et la construction d'installations de tri et de décharges sanitaires. L'exécution du contrat sera également financée par le fonds municipal.

« Sukleen » et « Sukomi », les deux sociétés en charge jusqu'au début de la crise du ramassage des ordures, vont continuer à mener à bien leurs tâches jusqu'à ce que les résultats d'appels d'offres soient annoncés.

Le Conseil des ministres a approuvé les demandes des municipalités de Bourj Hammoud-Jdeide, Bauchrieh-El Sad, et Choueifat pour exploiter des terres gagnées sur la mer pour le traitement des déchets.

Le plan de développement durable qui devrait être présenté dans les quatre prochaines années compte sur le droit des municipalités, des syndicats de communes ou zones de service pour gérer le traitement des déchets, ainsi que le tri à la source.

Ceci constitue la quatrième tentative pour laquelle un plan a été annoncé pour résoudre le problème des déchets solides. Le ministère de l'Environnement a déjà émis plusieurs appels d'offres qui ont ensuite été annulés en raison des prix élevés.

Section Commerciale – Ambassade de Belgique à Beyrouth
Nada Abdul-Rahim, Conseillère Economique et Commerciale
Christine Godart, Assistante Commerciale
Nathalie Bekaï, Assistante Commerciale

B.P. 11-9555 Riad El Solh 1107 2290 – Liban
Beirut Central District – Imm. Lazarieh – Bloc A – Et. 10

Tel: +961.1.976008

Fax: +961.1.976009

Email: beirut@brusselsinvestexport.com

Site Web: www.brussels-in-lebanon.be